

# Lutte de classe

## A qui profite l'immigration illégale ?

Je ne peux pas soutenir la mobilisation en faveur des sans-papiers de Cachan.

La campagne actuelle dont se frottent les mains à la fois la droite et la "gauche", pour des raisons en apparence contradictoires, est dans l'ordre des choses à l'heure du consensus national pour soutenir les intérêts de l'impérialisme français, ne peut que diviser encore plus la classe ouvrière quand on jette un coup d'œil aux revendications qui sont avancées.

Quelques exemples suffiront à étayer mon propos : certains exigent que tous les sans-papiers aient accès à un logement social, alors qu'il existe en France des centaines de milliers de SDF, des millions de travailleurs vivant depuis de très nombreuses années dans des logements insalubres ou surpeuplés, en attente de HLM depuis parfois plus de 10 ans, alors que vous savez très bien que le gouvernement a détruit des milliers de logements HLM, qu'il a réduit l'offre à venir de HLM, que la réhabilitation des HLM anciens se traduit par une hausse insupportable des loyers, expulsant de fait les travailleurs qui y logeaient, qu'une partie du parc HLM est déjà passé sous le contrôle d'organismes privés qui pratiquent des loyers impossibles à supporter pour une famille ouvrière, et donc qui logent dans ces HLM des familles qui sont plus proches de la classe moyenne que de la classe ouvrière, etc. Tout cela pour dire que l'intention est généreuse, certes, et je la prends comme telle, mais qu'elle ne peut qu'aiguiser à court terme la haine grandissante d'une partie toujours plus importante du prolétariat contre une autre, ce qui est insoutenable.

Si encore ils expliquaient que la politique de tous les gouvernements avaient toujours été de favoriser l'immigration clandestine pour procurer aux patrons de la main d'œuvre taillable et corvéable à merci, pour diviser les rangs du prolétariat, pour abaisser le coût du travail et favoriser leur plan de destruction du Code du travail, etc., que tout cela ne pouvait se faire qu'avec la complicité des patrons, les seuls réels bénéficiaires de l'immigration illégale en vérité, les dénonçant comme les héritiers des marchands d'esclaves, il aurait été possible de présenter les sans-papiers comme les otages, les victimes inconscientes de ces esclavagistes des temps modernes qui veulent réduire dans en France les travailleurs à la misère et à la mendicité, il aurait peut-être été possible d'attirer la sympathie des travailleurs pour cette couche de la population, mais je crains que cela ne soit pas le cas, car c'est le contraire qui se produit aujourd'hui.

Par ailleurs, les travailleurs français sont en contact régulièrement pour ne pas dire quotidiennement avec des travailleurs arrivés en France au début des années 60 pour ce qui est du Maghreb, dans les années 70-80 pour ce qui est de l'Asie du Sud-Est, et plus récemment pour les pays d'Afrique Noire... Ils vivent et/ou travaillent ensemble, donc un grand nombre d'entre eux se connaissent bien en général.

Vous êtes-vous seulement posés la question de la composition sociale de ces immigrés illégaux ? Je ne parle pas en France bien sûr, mais dans leur pays d'origine. Vous me direz que là n'est pas la question, oui, sans doute pour vous, de leur côté, les travailleurs français n'ont plus besoin de se poser cette question, parce qu'ils connaissent déjà la réponse depuis longtemps, et la réponse à cette question les scandalise dans la plupart des cas, à juste titre ou non, ce n'est pas à moi d'en juger. Personnellement, je m'en moque complètement évidemment, en l'occurrence ce qui m'intéresse ici, c'est ce qui est en train de se passer aujourd'hui sous nos yeux et pas autre chose.

Je pourrais prendre des dizaines d'exemples personnels s'étalant des années 60 à 2006, concernant des Algériens, Marocains, Tunisiens, Togolais, Sénégalais, Ivoiriens, Congolais, Cambodgiens, Laotiens, Vietnamiens, Pakistanais, Sri-Lankais, Indiens, la plupart occupant des emplois d'ouvrier en France, une partie vivant en HLM, une autre étant propriétaire de leur logement, une autre devenue commerçant ou patron, et bien parmi tous ces ex-collègues de travail ou voisins de quartier, pas un ne possédait pas au moins une maison et des terres ou une entreprise, ou un emploi de fonctionnaire dans son pays d'origine... Je ne parle pas de la situation sociale de la deuxième ou troisième génération issue de l'immigration, il ne faut pas tout confondre.

Parmi les clochards ou les mendiants existe-t-il beaucoup d'asiatiques, d'africains ou de personnes venues d'Afrique du Nord ? Il suffit de traîner dans le 13e arrondissement de Paris pour avoir la réponse, par exemple.

Ce qui me semble complètement aberrant, c'est que vous ne vous soyez pas posés certaines questions élémentaires, apparemment. En voici quelques-unes : D'après vous, combien doivent verser les candidats à l'immigration clandestine à leurs passeurs ? Combien y a-t-il à travers le monde de candidats potentiels à ce genre d'aventure ? Vous connaissez très bien la réponse : ils se comptent par dizaines, voire par centaines de millions et les sommes qui leur sont réclamées par les passeurs sont astronomiques. Or en Afrique et en Asie, en dehors de l'hypothèque d'un bien ou de richesses personnelles, il est absolument impossible d'obtenir le moindre crédit, les banques ne prêtent pas aux pauvres, encore moins là bas qu'en France. Donc l'infime minorité qui tente le voyage n'est pas la plus démunie, loin de là, sauf exceptions très rares. Dans le cas contraire, ils seraient des millions à piétiner aux frontières, mais nous pouvons constater que ce n'est pas le cas.

Même dans le cas de l'immigration légale, le candidat doit présenter dorénavant une garantie bancaire qui représente une somme faramineuse dans son pays, 350 000 roupies en Inde, par exemple, pour un visa d'étudiant, plus le prix du billet d'avion aller retour, l'assurance médicale, soit plus de 400 000 roupies, alors que l'équivalent du SMIC est de 2 000 roupies (à Pondichéry).

En réalité, la formule de l'immigration choisie mise en avant par Sarkozy ne fait qu'officialiser ou renforcer une situation qui s'est instaurée au fil des ans sans que cela ne choque les uns ou les autres jusqu'à présent. Sarkozy est en campagne électorale voilà tout. L'essentiel est ailleurs comme nous le verrons plus loin, camouflé par le tapage médiatique savamment orchestré par le ministre de l'Intérieur et ses services.

Vous auriez pu vous poser une autre question, bien qu'elle ne soit pas d'actualité : en imaginant qu'un gouvernement ouvrier soit constitué en France, quelle serait votre position par rapport à l'immigration clandestine ? Question épineuse, n'est-ce pas ? Pour ma part, pour défendre les positions fragiles de la révolution contre la réaction et pour parvenir à répondre le plus rapidement possible aux revendications économiques et sociales immédiates du prolétariat, dont le chômage et le logement seraient les priorités, je rendrais les frontières totalement hermétiques, les clandestins seraient traduits sans délai devant un tribunal populaire et le cas échéant expulsés sur-le-champ, en réclamant à leur gouvernement respectif le remboursement des frais occasionnés par leur passage par la France. Maintenant si vous avez une solution miracle à proposer à ce problème, n'hésitez pas à nous la faire connaître, nous la publierons, la discussion reste ouverte.

Quand j'étais adolescent, pendant un moment j'ai fréquenté les cités du haut de Rueil (92), mes potes s'appelaient Rachid, Kader, Amid, Camel, ils étaient pauvres comme moi, moins que moi, mais à aucun moment je n'ai donné une pièce dans la rue à un maghrébin mendiant, tout simplement parce que je n'en ai jamais rencontré qui faisait la manche. Plus tard, en 1978, j'ai habité à Clichy (92), une cité ouvrière, c'était à l'époque la ville qui comportait la plus grande concentration d'étrangers en France, 23% si je me souviens bien, plus qu'à Sarcelles ou Marseille. Une seule fois avec mon ex-épouse nous avons rencontré, puis sympathisé avec un mendiant maghrébin, mais il était muet et il semblait ne plus avoir toute sa tête le malheureux. Je me souviens encore que nous allions à sa recherche lorsque nous ne l'avions pas vu pendant plusieurs jours, inquiet pour son sort. Mais c'était une exception encore une fois.

En moins de 10 ans à Clichy, les trois quarts des commerces de notre quartier ont été rachetés boulangerie, boucherie, épicerie, etc., par des maghrébins, au point qu'on ne reconnaît plus notre quartier. Moi je m'en fous complètement, j'aime bien l'atmosphère des bazars et je vis en Inde depuis plus de 10 ans, mais que pensent les ouvriers qui vivent encore à Clichy ? Ils n'ont qu'une idée en tête fuir cette ville qu'ils détestent désormais. Le compagnon de ma fille est Réunionnais, donc bien foncé, ils vivent à Toulouse, il s'est fait casser la gueule à un feu rouge par deux maghrébins, soi-disant qu'il leur aurait fait une queue de poisson, il a fini à l'hôpital. Avec sa mère, ils ont des potes arabes et africains, mais lorsque je leur ai parlé la semaine dernière de Cachan (elles étaient en vacances chez nous en Inde), elles ont tourné la tête en guise de réponse, l'air de dire : on s'en fout complètement ! Je n'ai pas insisté. Cela aussi m'a interpellé, mon ex-épouse était à l'OCI, franc-maçonne aujourd'hui (ce n'est pas une référence, j'en conviens), pas raciste évidemment, son dernier compagnon était Burkinabais, ma fille non plus, quant à moi, je pense qu'il vaudrait mieux poser cette question à ma femme indienne Magueswary, j'ai aussi une sœur qui est mariée avec un Portugais et mon autre sœur

vit avec un Algérien à Marseille, j'ai aussi une cousine italienne. Pour la petite histoire, elles m'ont apporté une dizaine de CD : Zouk, Baster, Fela Kuti, Kayen, Cassya, NTM, Aiam, Damian Marley, pas très français tout cela ! Tout cela pour dire qu'on ne peut pas nous soupçonner d'être des racistes ni de près ni de loin, ou alors il n'y aurait plus que des racistes en France, qui s'ignorent cela va de soi, ce qui serait insoutenable et stupide.

Quand j'ai quitté la France en 1996, j'ai vendu, je devrais dire bradé tous mes meubles à une famille tunisienne de 5 enfants vivant dans une HLM juste en face de chez nous. Bien entendu, la femme ne cessait de se lamenter sur sa propre misère... Nous avons bu le thé à la menthe ensemble. Puis, on passa à l'album de photos, et là, surprise, elle possédait une superbe maison traditionnelle avec patio et jardin à l'oriental agrémenté d'une piscine, à deux pas de Tunis, une véritable fortune, pas un taudis délabré ou une maison en ruine. Quand je lui ai demandé où était son mari, elle m'a répondu qu'il allait chaque semaine "au pays" avec la voiture bourrée de matériel à vendre.

Mon meilleur pote indien de Pondy que j'ai aidé pour partir en France, avant son départ, il m'a montré sa lettre d'embauche à l'EDF indienne, 7 000 roupies par mois de salaire, alors que le SMIC est à 2 000 roupies, et sa compagne était secrétaire à l'AFPA à Pondy, de plus, les deux familles ont du fric, des terrains, etc. Ils ont malgré tout choisi de partir en France, c'est leur problème, c'est une décision individuelle qu'ils ont prise et qui n'engagent qu'eux seuls. Il est aujourd'hui électricien en région parisienne et me dit que la vie est dure en France, que tout est cher, qu'ils sont mal logés, etc., surtout qu'ils ont eu un bébé, sa femme ne travaille plus, par conséquent à leur grand désarroi, ils ne peuvent même plus économiser pour se payer le voyage en Inde... Je l'avais amicalement prévenu des difficultés qui l'attendaient, je ne pouvais pas faire moins, mais pas davantage non plus. J'ajouterai un mot pour ceux qui pensent que je me la coule douce en Inde et que je donne des conseils à tort et à travers, il faut qu'ils sachent que ce copain indien a participé aux manifestations parisiennes contre le CPE, comme quoi j'ai bien fait mon boulot de militant, même sous les cocotiers.

Je pourrais continuer cette liste longtemps, j'ai travaillé en France dans plus de 40 entreprises et déménagé une vingtaine de fois, donc j'ai côtoyé des milliers de travailleurs d'origine très diverse.

Tout cela pour dire que ces travailleurs immigrés ne sont pas pauvres dans leur pays en règle général, qu'ils n'ont aucune conscience ou tradition politique lorsqu'ils arrivent en France, et leur comportement purement individualiste, au lieu de servir à resserrer les rangs du prolétariat, contribue finalement à l'affaiblir et à le diviser encore plus.

Depuis longtemps je trouvais suspect cet engouement tapageur pour les travailleurs étrangers de la part des réformistes et des staliniens, les uns étant réputés pour leur triste passé colonialiste, de l'expédition du Tonkin à la guerre d'Algérie, les autres plus connus pour leur xénophobie et leur antisémitisme congénital, le tout mêlé d'un nationalisme exacerbé, exécration et criminel. Je comprends mieux pourquoi maintenant.

Les mesures d'exception ou particulières que les uns et les autres appellent de leurs vœux en faveur des immigrés illégaux, servent en réalité uniquement les intérêts de la bourgeoisie, des réformistes, des ONG et des Eglises, de la réaction au grand complet, au détriment des droits collectifs des travailleurs qu'ils divisent encore plus.

Maintenant, que des individus n'appartenant pas à la catégorie du prolétariat la plus pauvre de leur pays fuient la misère qui y règne ou aspire à une vie meilleure, c'est une chose, cela ne démontre pas vraiment une conscience politique bien développée de leur part. Ils cherchent à s'en sortir individuellement ou à améliorer leur sort par tous les moyens. C'est leur droit. Doit-on soutenir ou encourager ce comportement, alors qu'on le combat quotidiennement pour amener les travailleurs sur le terrain de la lutte des classes ?

On pourrait aussi s'interroger sur la régularisation de 170 000 sans-papiers par Berlusconi en Italie, idem en Espagne.

En Italie, les autorités se sont retrouvées avec plus de 400 000 demandes de régularisation, cela fit la une de la presse bourgeoise l'année dernière. La condition essentielle pour obtenir un titre de séjour reposait sur la détention d'un certificat de travail. Bizarrement, ces centaines de milliers de sans-papiers en Italie se sont présentés au service d'immigration avec un contrat de travail. Questions :

Comment avaient-ils pu obtenir un contrat de travail, alors qu'ils n'avaient pas de papiers ? Comment avaient-ils pu être embauchés par des patrons, alors qu'ils étaient sans papiers ? Bien entendu personne ne s'est posé la question. Parce que le patronat est complice de l'immigration clandestine, parce qu'elle accentue la pression sur la classe ouvrière et favorise ainsi la baisse des salaires, la remise en cause des conditions de travail, tout en maintenant un taux de chômage élevé, tout simplement.

La question de l'immigration clandestine n'est pas une question politique au point de départ, mais purement économique. En faire une question politique, c'est aller sur le terrain sur lequel voudrait justement nous entraîner Sarkozy, en faire une question subjective, morale ou humaniste, les uns s'apitoyant sur la misère du monde, les autres lui tournant le dos, les uns manifestant leur générosité, les autres leurs haines ou xénophobie, pendant que la machine économique capitaliste continue de tourner à plein régime, broyant un peu plus chaque jour les uns et les autres au passage.

Au moment où l'on commémore le 70e anniversaire de la révolution espagnole, souvenez-vous des leçons qu'en avait tirées Trotsky.

Les réformistes, les stalinien et les anarchistes avaient fait de la défense de la démocratie contre le fascisme leur tactique à travers le front populaire, subordonnant le prolétariat à la défense des intérêts de la bourgeoisie soi-disant démocratique, et vouant ainsi la révolution à l'échec. Ils n'avaient pas compris ou n'avaient pas voulu comprendre en opposant la défense de la démocratie au fascisme, qu'il ne s'agissait pas pour Franco de régler un problème politique, le fascisme étant une autre forme de domination de la bourgeoisie, mais de régler un problème économique posé par la remise en cause de la propriété privée des moyens de production au début de la révolution, ce qui était évidemment inacceptable pour la bourgeoisie dans sa totalité.

Dans le cas présent, le problème n'est pas d'opposer la démocratie, les droits supposés acquis des immigrés clandestins, aux prétentions fascistes du nazillon Sarkozy que nous connaissons bien, mais d'un problème économique ayant pour origine la crise irréversible du capitalisme qui aujourd'hui nécessite de tout entreprendre pour briser la résistance du prolétariat, y compris l'utilisation misérable de ces masses dénuées de tout droit et donc de défense, pour les opposer au reste du prolétariat.

Comment ne pas comprendre que la régularisation des sans papiers agira comme un appel d'air et entraînera une nouvelle vague d'immigration clandestine, à moins qu'il faille prendre pour argent comptant les propos de Sarkozy qui prétend l'enrayer, alors que les faits démontrent suffisamment le contraire. Il suffit de se poser la question : à qui profite le crime, pour trouver immédiatement les commanditaires : les capitalistes, dont Sarkozy défend les intérêts.

La mobilisation actuelle en faveur des expulsés du squat de Cachan me fait penser à l'hypocrisie et au silence qui entoure le sort des immigrés clandestins en général. Je me rappelle un numéro d'Envoyé spécial diffusé sur France 2 consacré à cette population, où l'on voyait une journaliste se rendre le plus tranquillement du monde dans le quartier de Belleville, d'un atelier clandestin à un autre, d'un meublé délabré occupé par des dizaines de clandestins d'origine chinoise à un autre, comme si la journaliste possédait un carnet d'adresses bien fourni pour faire son reportage. Et la police et les autorités en ignoraient l'existence ? Il faut être bien naïf ou stupide pour le croire. Cela pour dire que l'immigration clandestine sert des intérêts qui ne sont pas les nôtres.

La déclaration de Jean-Claude Amara, de l'association Droits devant ! au journaliste de l'agence Reuters (23 août) est un modèle d'opportunisme : « Notre détermination est intacte, farouche (...) On ne peut pas stigmatiser les enfants de ceux qui ont reconstruit la France ou sont morts sous ses drapeaux ». Quel rapport existe-t-il entre ceux qui sont arrivés illégalement en France au cours des dernières années ou des derniers mois et ceux qui sont venus travailler en France il y a plus de 40 ans ou qui ont participé à la seconde guerre mondiale dans l'armée française ? Aucun !

Dans la foulée, on apprend que des représentants du PCF, Alain Krivine de la LCR, ou encore le metteur en scène Ariane Mouchkine ont participé mercredi à une réunion dans l'église Saint-Bernard du XIe arrondissement de Paris pour commémorer l'évacuation par la force des sans-papiers de l'église Saint-Bernard le 23 août 1996. (Reuters 23 août) Le même jour, le journal *Libération* leur consacrait généreusement un dossier et leur donnait la parole. La famille Rothschild et l'Église au

chevet des sans-papiers, c'est touchant, non ? Et c'est avec ces gens-là qu'il faudrait former une nouvelle union sacrée ? On croit rêver !

Quant à Marie-George Buffet, elle a estimé que l'affaire de Cachan illustre « l'inhumanité de la politique de Nicolas Sarkozy (...) », ajoutant que « Le président de l'UMP est à la tête d'une droite qui stigmatise, divise, éclate notre peuple. » (Reuters le 23 août) Il est vrai que la secrétaire générale du PCF sait forcément de quoi elle parle quand elle parle « d'inhumanité », le sombre et criminel passé de son parti depuis les années 20 a forcément laissé des traces. Comme je l'ai déjà expliqué, ce n'est pas un hasard si elle situe le problème sur le terrain politique et subjectif. Pour ce qui concerne ses autres arguments, ils sont aussi faux que fallacieux, comme je pense l'avoir suffisamment démontré.

L'hypocrisie, la démagogie et le mensonge peuvent s'en donner à cœur joie sous les auspices généreux de Saint Bernard et de Sainte Marie mère de Dieu et épouse de Joseph le petit père des peuples, bien connu des peuples pour son « humanisme », ainsi soit-il !

Que l'on soit choqué par la situation déplorable de ces familles africaines traitées comme des chiens, nous le sommes tous et nous le serions à moins, mais la question n'est pas de laisser parler nos émotions, il faut essayer d'analyser cette situation en partant du contexte économique global pour comprendre quel est l'objectif que se sont fixés ceux qui sont les véritables instigateurs et coupables de l'immigration clandestine, c'est-à-dire les capitalistes eux-mêmes, puisqu'ils en sont finalement les seuls bénéficiaires.

Il aurait sans doute été plus judicieux de dénoncer la complicité du gouvernement et du Medef avec les passeurs et les gouvernements des pays d'où proviennent ces travailleurs qui facilitent et encouragent l'immigration illégale, tout en la condamnant verbalement, que de chercher à tout prix à la couvrir et à l'encourager, même si ce n'était évidemment pas le but recherché.

Les meilleures intentions du monde peuvent se retourner en leurs contraires et s'avérer néfastes, quand elles ne se situent pas exclusivement sur le terrain de la lutte des classes.

Une association a relevé le cas d'un travailleur sans papiers occupant un emploi, que soi-disant aucun Français ne voulait occuper, pour justifier sa demande de régularisation.

La question n'est-elle pas de savoir pourquoi aucun travailleur français n'a voulu de cet emploi ? Parce qu'il est sous-payé, parce que les conditions de travail sont infernales ? Cette association oppose ainsi ce travailleur étranger, courageux, prêt à accepter n'importe quel emploi à n'importe quelle condition, une qualité selon cette ONG, gageons que les patrons ne la désavoueraient pas, au travailleur français fainéant par nature, comme chacun sait, qui a des exigences en matière salariale et de conditions de travail, devenues insupportables pour le capitalisme français.

Cette association se situe sur le même terrain que Sarkozy, celui de la liquidation du Code du travail, de l'exploitation illimitée, tandis que le travailleur français qui refuse d'être réduit en esclavage se situe sur le terrain de la lutte des classes, toute la différence est là. Mais quelle différence !

C'est la ligne de démarcation qui sépare l'opportunisme des ONG du militant ouvrier qui défend tous les acquis ouvriers sans exception quelles que soient les conditions économiques du moment.

Il aurait fallu aussi aborder la situation des travailleurs munis d'un titre de séjour qui partageaient le squat de Cachan avec les sans-papiers. Bizarrement, là encore, tout le monde ne parle que des sans-papiers, comme si les autres n'existaient pas. Sans doute cela est-ce dû au fait qu'il aurait fallu alors aborder la question de la situation des travailleurs pauvres en France, une partie des SDF travaille, car dans ce cas-là, il aurait fallu pointer du doigt les responsabilités de tous les gouvernements qui se sont succédés depuis plus de 25 ans. Gênant en effet quand on s'apprête à manifester avec les réformistes et les staliniens, notamment, ceux-là mêmes qui ont organisé et aggravé sciemment la précarité d'une masse toujours plus importante de travailleurs lorsqu'ils étaient au pouvoir, et qui n'ont rien fait pour la combattre depuis 2002. On peut manifester avec le PS et le PCF dans certaines circonstances, à condition que les choses soient bien claires, que l'on ne s'autocensure pas, ce qui est le cas ici, je le crains.

Pour conclure, est-ce bien à nous de dire ce qu'il faut faire ou non de ces immigrés illégaux, ces travailleurs sans papiers ?

Ils ont pris le risque individuel de se placer eux-mêmes dans une situation insupportable, et qui plus est, de servir inconsciemment les intérêts des ennemis de la classe ouvrière du pays dans lequel ils ont échoué. Notre devoir est de défendre quel que soit le problème abordé, les intérêts collectifs de la classe ouvrière et en aucun cas les intérêts individuels d'une minorité qui favoriseraient la remise en causes des conquêtes sociales du prolétariat dans son ensemble. C'est une question de principe que certains contesteront avec véhémence, je n'en doute pas un seul instant. Je leur répondrais : c'est à prendre ou à laisser. Quand un patron embauche un ouvrier aujourd'hui, que lui dit-il : je vous propose des conditions de travail déplorable et un salaire misérable, c'est à prendre ou à laisser. Peu importe que cette position soit à contre-courant du brouhaha médiatique qui entoure le sort parfois tragique des immigrés clandestins.

Que les démocrates, les républicains, les réformistes, les staliniens, les anarchistes, la LCR, LO, les altermondialistes, les curés, les imams et les ONG se situent sur le même terrain que Sarkozy et le Medef, c'est leur problème et il n'y a rien de surprenant à cela.

Quant à nous, nous devons expliquer, non pas qu'il n'est pas possible d'accueillir en France toute la misère du monde, mais que soutenir les revendications des immigrés sans papiers reviendrait à soutenir les intérêts de l'impérialisme français, des esclavagistes des temps modernes, c'est-à-dire, le patronat, le Medef et le capitalisme financier qui favorisent et organisent l'immigration illégale dans le but de se procurer une main d'œuvre bon marché, afin de contourner les lois sociales en France, dont la législation du travail encore en vigueur, notamment le Code du travail, d'affaiblir et de diviser encore davantage la classe ouvrière, tout en perpétuant le colonialisme à travers le monde sous une forme plus sournoise qu'autrefois, économique, en pillant littéralement les ressources des peuples en Asie et en Afrique (et en Amérique du Sud) et en surexploitant leurs mains d'œuvres.

Ces arguments ne devraient pas choquer les travailleurs d'origines diverses qui vivent en France depuis de très nombreuses années, et qui sont passés pour certains d'entre eux par les affres que connaissent aujourd'hui les immigrés illégaux de Cachan, à condition qu'on leur explique que personne n'a rien à gagner dans cette affaire, en dehors de nos ennemis communs de classe, les capitalistes.

On peut aussi leur dire que s'il existait un gouvernement ouvrier en France, cette situation n'existerait pas, dans la mesure où il n'aurait pas permis qu'elle se produise, car la nécessité économique de recourir à une main d'œuvre à bon marché n'aurait pas lieu d'être. De plus, un gouvernement ouvrier aiderait tous les peuples à se libérer des chaînes du capitalisme dans leur propre pays, afin qu'ils puissent vivre dans la dignité sans avoir à risquer leur vie et s'avilir dans de telles aventures.

La rédaction de ce texte n'a pas été facile. J'ai essayé de présenter ma position le plus simplement possible en n'hésitant pas à avoir recours à mon expérience personnelle. J'ai peut-être été maladroit par endroits ou serais-je incompris, c'est inévitable, j'en prends la responsabilité.

Quant à ceux qui iraient jusqu'à imaginer que j'aurais quelques griefs personnels à assouvir contre des étrangers, ils feraient fausse route. Ils n'auraient sans doute pas pris la peine de lire attentivement mon texte jusqu'au bout ou ils auraient oublié que je suis moi-même immigré économique en Inde depuis plus de 10 ans, en réalité j'ai déjà passé 12 ans dans ce pays. Je me bats parfois avec la force du désespoir contre l'administration indienne pour obtenir une amélioration sensible du mode de vie des pêcheurs avec qui je partage ma vie quotidienne.

Le 14 août dernier, à l'invitation des responsables du village, j'ai participé à une réunion officielle avec le sous-préfet à propos de la construction des deux digues dont nous attendons la construction depuis le tsunami. Pour les camarades qui ne le savent pas, ma maison se trouve à 30 mètres des premières vagues et elle fut entièrement dévastée le 26 décembre 2004.

Avant la tenue de cette réunion, j'avais demandé aux pêcheurs quelle était leur position. Ils m'avaient répondu que si les travaux ne commençaient pas une semaine après cette réunion, nous bloquerions une nouvelle fois la route nationale qui relie Chennai (ex Madras) à Pondichéry (pour la sixième fois en 18 mois). Je me suis donc aligné sur leur position.

Lors de la réunion, le sous-préfet nous a encore sorti son baratin habituel : les travaux débiteront dans un mois, etc. Les pêcheurs qui ont habituellement une attitude de soumission complète devant l'autorité, comme tous les Indiens en règle générale, c'est quelque chose qu'on a du mal à imaginer, mais c'est ainsi, je n'invente rien hélas, nos pêcheurs se sont une nouvelle fois inclinés devant le sous-préfet. Il n'était évidemment pas question que je les imite. J'ai pris la parole en expliquant à ce représentant de l'Etat qu'on en avait marre de ses mensonges, qu'il jouait avec la vie de tout un village et que cette situation avait déjà duré trop longtemps, que ses propositions étaient totalement inacceptables, et son attitude scandaleuse, etc. Les pêcheurs se tenaient silencieux, tête baissée, j'en étais gêné pour eux, les voir plier ainsi sous le joug de ce pantin me rendait malade.

La réunion se termina dans un brouhaha indescriptible, le sous-préfet jurant de sa bonne foi, les pêcheurs quelque peu inquiet tout de même haussaient le ton, mais trop tard. J'avais pris soin d'enregistrer discrètement le contenu de la réunion avec un petit magnétophone caché dans la poche de ma chemise, mais j'ai eu l'imprudence de dire à un pêcheur que tout avait bien fonctionné. L'inspecteur de police qui était placé derrière moi m'avait entendu. Il informa immédiatement le sous-préfet qui menaça de m'arrêter sur le champ. Je lui ai alors demandé s'il avait quelque chose à nous cacher et si ce n'était pas le cas, le contenu de cette réunion ne devrait pas lui causer de problème et pouvait être rendu public. Il insista sur un ton menaçant, énervé, je l'ai traité de menteur à dix reprises au moins, en tamoul et en anglais, j'ai plutôt hurlé, excédé par 18 mois de mensonges ininterrompus en éclatant la cassette sur son bureau, entre temps un attroupement, je devrais dire une foule (on est en Inde) de plusieurs centaines d'Indiens s'était formée devant son bureau pour assister à la scène, ils étaient littéralement sidérés qu'on puisse faire preuve d'une telle audace et tenir tête devant ce genre de guignol.

Cinq jours plus tard, je reçus une lettre du préfet m'informant qu'il ne s'agissait plus que d'une question de jours, j'avais pris soin de l'informer de la tournure pris par notre réunion.

C'est la troisième fois que je suis menacé d'arrestation et d'expulsion pour des motifs divers arbitraires. Une fois, c'était pour avoir participé à une manifestation sur la route nationale et avoir chauffé nos troupes, une autre fois pour avoir demandé au responsable de l'immigration de ne pas me parler comme à un chien.

Tout cela pour dire que j'attends de pieds fermes ceux qui s'aviseraient de me faire un procès d'intention à la suite de ce texte. La discussion reste ouverte.